

- 8 MARS 2022

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du
pris à l'encontre de la société PYROFEERIE
pour son établissement situé lieu-dit « Le Banquet »
sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé qui stipule notamment : « L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. »
- Vu** l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé qui stipule notamment : « L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. »
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 portant autorisation d'exploiter des installations de fabrication, montage et stockage de feux d'artifices par la société PYROFEERIE sarl situées lieu-dit « Le Banquet » à Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'article 8.4.2. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 susvisé qui stipule notamment : « Les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées ».

- Vu** l'article 8.4.7. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 susvisé qui stipule notamment : « L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la prévention des risques de ses installations en cas de foudre en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 17 janvier 2022 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 20 décembre 2021, transmis à l'exploitant par courriers recommandés avec accusé de réception en date des 26 et 31 janvier 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 21 février 2022 ;

Considérant que le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification des installations électriques permettant de s'assurer du maintien en état de conformité desdites installations ;

Considérant que le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de vérifications permettant de s'assurer de la conformité des dispositifs de protection contre la foudre ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PYROFEERIE de respecter les dispositions des articles 8.4.2. et 8.4.7. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 ainsi que celles des articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

Arrête

Article 1^{er} - La société PYROFEERIE sarl, située lieu-dit « Le Banquet » à Albi, Saint-Salvy-de-la-Balme est mise en demeure de respecter **dans un délai de 8 mois** les dispositions de l'article 8.4.2. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 susvisé.

Article 2 – La société PYROFEERIE sarl, située lieu-dit « Le Banquet » à Albi, Saint-Salvy-de-la-Balme est mise en demeure de respecter **dans un délai de 8 mois** les dispositions de l'article 8.4.7. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 susvisé ainsi que des articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Fait à Albi, le – 8 MARS 2022

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Castres


François PROISY